

L'avortement, un droit, un choix, une liberté menacée

On n'imagine pas que le droit à l'avortement, inscrit dans la loi depuis 1975, soit remis en question. Pourtant, le diagnostic de terrain montre que les obstacles sur le parcours d'avortement sont de plus en plus nombreux. Ce droit est menacé à Saint-Nazaire !

Remplacé par un autre service lors du déménagement de l'hôpital, *le Centre de planification et d'éducation familiale (CPEF) – Centre d'interruption volontaire de grossesse (CIVG) de Saint-Nazaire n'est plus intégré à l'hôpital*, alors qu'il était prévu dans les plans initiaux du déménagement! Le CPEF CIVG a été placé en fait dans le pôle gériatrie, psychiatrie dans le parc d'Heinlex, non desservi par le bus, sans indication depuis l'hôpital ni le centre ville.

Sur quelle intention a reposé la décision d'installer le CPEF et du CIVG en dehors de la Cité sanitaire, dans quel projet s'inscrit le CPEF et dans quel pôle est-il identifié ? S'agit-il de diminuer les dépenses à tout prix et de travailler plus et moins bien avec moins de personnel ? Les médecins partis en retraite n'ont pas été remplacés. Aujourd'hui, le CPEF CIVG de l'hôpital assure 10 heures de consultation hebdomadaire au lieu de 30h avant le déménagement. Nous voulons des preuves que l'hôpital ne fermera pas son CPEF CIVG.

En effet, malgré les discours de la direction de l'hôpital, rien n'a été fait pour le maintien de la pratique de qualité de cette activité.

Pendant ce temps, la Loi Hôpital, Patients, Santé, Territoire – loi dite « Bachelot », conduite dans une logique de rentabilisation, frappe de plein fouet l'offre de soin et particulièrement l'activité des CIVG : démantèlement des centres autonomes et des unités fonctionnelles, suppression de locaux et de personnels Fermeture d'hôpitaux de proximité, de maternités, de centres d'IVG, délais d'attente trop importants, non respect des tarifs réglementaires, refus de prise en charge des mineures, des étrangères sans papiers, politique de quotas : le recul est considérable pour les droits des femmes à disposer de leur corps, pour l'égalité de toutes à l'exercice de leur liberté !

En plus de cette menace institutionnelle, ***les promoteurs de morales réactionnaires (extrême droite et église catholique en tête) ne cessent de vouloir entraver nos droits et nos libertés à maîtriser nos***

corps par leurs déclarations et manifestations tapageuses. C'est à un véritablement déchaînement de réactionnaires, homophobes etc. auquel on assiste depuis le printemps et la loi sur le mariage pour tou.te.s, les intégristes n'hésitant même parfois pas à utiliser la violence physique ! Ils veulent transformer nos droits et nos libertés en crime, toujours aussi prompts à vouloir faire peser toute la culpabilité du monde sur les femmes, à remplacer le désir et le plaisir par la souffrance et la repentance.

Aujourd'hui c'est représentés par « SOS tout-petits » qu'ils viennent nous asséner une fois de plus leur prière de rue. Tant à eux, qu'au pape qui nous propose la miséricorde, nous leur répondons : gardez vos prières loin de nos ovaires, nous sommes heureuses et fières de pouvoir jouir de nos corps comme nous l'entendons.

Manifestons !

Pour ce droit que nous avons gagné, qui est fondamental et pour que celles et ceux qui s'y opposent, qui l'entravent ne nous l'enlèvent pas !

Le corps d'une femme n'appartient qu'à elle ; elle seule peut décider si elle peut / souhaite poursuivre ou non une grossesse.

Manifestons !

Pour le recrutement de nouveaux médecins et d'un personnel suffisant, dédié, pour une prise en charge globale. Il s'agit de prendre en compte la parole des femmes, des couples, et leur vécu de la sexualité. Il s'agit de respecter leur cheminement et leurs ambivalences pour les accompagner dans leur choix.

Un accueil dédié fait par des personnes formées aux problématiques contraception et IVG (secrétaire, conseillères conjugales et familiales, infirmières, sage femmes, médecins) : nous ne pouvons ni imaginer ni accepter un « turn over » de personnes en stage et non formées, sans direction médicale et sans médecins de référence.

Pour que toute femme qui demande une IVG en France puisse trouver une réponse en France.

Pour comprendre et connaître le droit à l'avortement et les moyens de l'exercer,

Pour manifester notre volonté qu'il reste un droit fondamental imprescriptible

Pour refuser les idées réactionnaires et l'ordre moral qui le menacent.

Rassemblement samedi 16 novembre 14h Place Royale à Nantes

À l'appel de : **Alternative Libertaire 44, Confédération Nationale du Travail, Dures à Queer, Espace Simone de Beauvoir, Fédération des Amicales Laiques 44, Fédération Anarchiste, Gauche anticapitaliste, Les Alternatifs 44, Ligue des Droits de l'Homme, NPA 44, Parti communiste français, Planning familial 44, Solidarité femmes, Union syndicale Solidaires**